

Enseignement – Recherche – Santé Même Combat !

Tous unis contre des réformes qui visent à détruire le service public.

1. Une même logique :

Université :

La loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités (LRU) consacre le **désengagement financier de l'état** dans le secteur de l'enseignement et de la recherche. Cela entraîne(ra) :

La privatisation du secteur. Tous les pouvoirs étant concentrés dans les mains des seuls présidents devenus des managers.

Un **accès à l'enseignement inégalitaire et non garanti pour tous.**

Les enseignants chercheurs **devront « vendre » de l'enseignement** et auront des objectifs dont dépendra la répartition entre leurs enseignements et leurs recherches.

Soumission des programmes d'enseignement et de recherche **au secteur privé** entraînant la suppression des filières considérées comme « non rentables ».

Une **mise en concurrence** des universités entre elles, des chercheurs entre eux. **Logique managériale** proprement délétère et contre-productive.

Une **augmentation vertigineuse des frais d'inscription** pour les étudiants.

Disparition du statut de fonctionnaire dans l'enseignement et multiplication des contrats de type privé.

La **suppression de 1000 postes** statutaires et **l'emploi massif de précaires.** Dans une logique dite de « recentrage sur le cœur de métier », externalisation et disparition progressive des administratifs de catégorie C.

Hôpital :

La loi Bachelot consacre le **désengagement financier de l'état** dans le secteur de la santé. Cela entraînera :

La privatisation, transformant les hôpitaux en entreprise productrice de soins.

Une **inégalité d'accès aux soins** et la dégradation de leur qualité.

Les médecins **devront « vendre » du soin** et auront des objectifs dont dépendra, dans de fortes proportions, leur part variable de rémunération.

Soumission à la future Agence Régionale de Santé (ARS). Le directeur de l'ARS aux pouvoirs exorbitants sera le vrai patron pour imposer les choix politiques.

Le recrutement discrétionnaire, par les futurs directeurs de l'ARS de **contractuels à situation précaire**, avec une importante part variable de rémunération liée aux objectifs, en feront des Directeurs aux « ordres ». La nomination et le recrutement, y compris sur contrats de droit privé relèveront directement du directeur de l'établissement.

La suppression massive d'emplois d'infirmières et d'aides-soignants.

2. Un même objectif : la privatisation.

Les contre-réformes qui touchent les secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche et de la santé, bien que présentées par le gouvernement comme « nécessaires » et ne visant que des aspects techniques (gestion du personnel, financements etc.), revêtent en réalité un aspect profondément idéologique. **Le but est d'abord de marchandiser la connaissance et la santé.** La recherche et l'enseignement supérieur n'auront plus pour vocation première de construire et de diffuser des connaissances (indépendamment d'un quelconque pouvoir politique), mais pour fonction désormais d'être utilitariste. L'utilité sera jugée à l'aune de ses applications industrielles ou pratiques. De même, **le maître-mot n'est plus la santé mais la rentabilité.** La préoccupation centrale n'est plus le malade mais le compte d'exploitation de l'hôpital.

Les premières victimes en seront les étudiants, les patients et les personnels de l'université et de l'hôpital.

3. Une même tactique : le passage en force.

La tactique du gouvernement est désormais bien rodée. Il s'agit, dans un premier temps, de préparer l'opinion sur des « réformes » nécessaires, dénonçant le soi-disant archaïsme des fonctionnaires et des institutions dans lesquelles ils travaillent. Le citoyen est sommé de croire que « nous allons dans le mur », que partout ailleurs en Europe et dans le monde des « réformes » semblables ont été menées et que la France doit prendre le train en marche, au risque de perdre de sa compétitivité.

Bachelot, dimanche 8 février: « si nous ne réformions pas l'hôpital, il s'enfoncerait dans une crise grave ».

Sarkozy, le 22 janvier : « Et nous ne sommes pas aujourd'hui dans le peloton de tête des pays industrialisés pour la recherche et l'innovation. Il y a une raison à cela quand même, c'est parce que bien souvent on a reculé devant la nécessité de réformer nos universités et de nos organismes de recherche. »

Dans un deuxième temps le gouvernement passe en force, sans concertation, ses contre-réformes: la LRU a été votée fin juillet 2007 ! Le projet de décret réformant le statut des enseignants chercheurs est passé au conseil d'état et devant le conseil des ministres pendant les vacances parisiennes, les 21-22 avril !

Il est urgent d'unir nos forces et de nous opposer à une politique qui sonne le glas de la fonction publique.

**Enseignement – Recherche – Santé
Même Combat !**

UNISSONS-NOUS !!!